Le renforcement des capacités reliées aux politiques

- Les objectifs de renforcer nos missions sur le terrain et de renforcer les capacités d'élaboration de politiques du Ministère ne s'excluent pas réciproquement. Le MAECI a toujours sous-estimé la capacité des missions de contribuer directement à l'élaboration de politiques. La révolution de la technologie de l'information et la solide plate-forme de la technologie de l'information du MAECI facilite la constitution d'équipes virtuelles entre l'Administration centrale et les missions.
- Le Ministère devrait favoriser une convergence plus étroite entre les trois fonctions distinctes: les divisions chargées de l'élaboration des politiques (en particulier à CPD), la division de l'évaluation (SIX) et l'Institut canadien du service extérieur (CFSI). Il faut des circuits de rétroaction entre ces trois fonctions de manière à améliorer le processus horizontal de l'élaboration des politiques.
- A fin de maximiser notre influence sur les questions multilatérales, il faut déployer de plus grands efforts à l'Administration centrale pour régler les problèmes entre les ministères et pour élaborer des positions de négociations intégrées avant la tenue des réunions multilatérales.
- Une meilleure élaboration de politiques est directement tributaire des discussions à l'Administration centrale sur les questions à savoir qui sont les principaux clients, quels sont leurs besoins et comment pouvons-nous dispenser le meilleur service et exercer le meilleur suivi.
- Les Affaires publiques n'ont pas suffisamment de fonds et, pour cette raison, il est difficile de justifier notre troisième pilier.
- Il nous faut des normes communes sur la façon de confier au secteur privé des travaux liés aux politiques, sur les tarifs à payer aux institutions et aux experts, sur la façon d'évaluer la qualité des travaux et, avant tout, sur la façon dont les divisions de l'Administration centrale devraient être structurées pour utiliser les travaux de manière optimale.

La « Nouvelle approche » et « e³ »

- Il existe un scepticisme considérable à savoir si c'est véritablement possible sur le plan politique en particulier dire « non » aux clients.
- Les missions et l'Administration centrale doivent essayer de faire preuve de franchise et de fermeté avec les clients concernant ce que nous allons faire et ce que nous ne ferons pas. Il ne s'agit pas de renvoyer la balle.